

NOS SERVICES*Intelligence de l'entreprise*

- Diagnostic de mise à niveau
- Observatoire des marchés
- Conseiller de l'entreprise
- Etudes de marché et Analyse des besoins
- Recrutement de qualité
- Formation interne en entreprise

Visibilité de l'entreprise

- Marketing opérationnel
- Création, rédaction et réalisation de supports de communication
- Relations Presse

Accompagnement de l'entreprise

- Gestion de Projet et Aide à la Décision
- Développement des relations d'affaires
- Préparation et suivi des dossiers et mise en contact auprès des autorités publiques
- Préparation et suivi des dossiers (étude de faisabilité, Business Plan) et négociation auprès des banquiers

Environnement de l'entreprise

- Bilan économique
- Etudes d'impact des politiques gouvernementales sur l'entreprise
- Etudes industrielles de conjoncture
- Baromètre économique

Commentaires de PluriConseil sur le Budget 2007-2008

Socialement raisonnable

Le deuxième budget du gouvernement actuel est comme un complément au budget de l'année dernière : la dose sociale qui y manquait est cette fois bien présente. Le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Rama Sithanen, a voulu rattraper le terrain social qu'il avait perdu sous son premier budget, sans toutefois remettre en cause la réforme économique. Il a présenté plus qu'un budget de continuité : non seulement il maintient le cap de la réforme tout en l'accéléralant, mais il la protège raisonnablement avec des garde-fous sociaux.

Le budget 2007-2008 n'est pas un budget social, mais il y ressemble. On y trouve de nombreuses mesures en faveur de la femme, des groupes vulnérables, de la jeunesse, de la santé, de l'éducation et du logement social. Dans ce dernier registre, l'Integrated Social Development Project viendra s'ajouter comme une nouvelle activité à l'Empowerment Programme pour permettre à 200 familles très pauvres d'acheter une maison.

En maintenant les subsides qui étaient réintroduites après le premier budget et en apportant des ajustements à la National Residential Property Tax, Rama Sithanen joue à l'apaisement social pour permettre au processus de la réforme de suivre son cours. Il va même jusqu'à créer une nouvelle taxe sociale sur chaque villa vendue sous l'Integrated Resorts Scheme (IRS). Tout cela traduit le fait qu'on ne peut pas faire du social sans l'économie, ni l'économie sans le social. Le ministre des Finances a su réconcilier les deux.

Sans doute va-t-il aussi se réconcilier avec ses collègues du cabinet. Si l'approche du budget de l'année dernière était très macroéconomique, celle du budget 2007-2008 est plutôt sectorielle. En énumérant expressément des listes de mesures spécifiques qui tombent sous divers ministères, Rama Sithanen cherche à gagner certains ministres à sa cause. Tous ne sont peut-être pas encore vraiment convaincus de la rationalité de la réforme économique, mais on peut espérer moins de résistance à la poursuite de celle-ci parmi les rangs du gouvernement.

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

Le grand argentier tente aussi de réconcilier plus de social avec moins d'impôts. Il disait qu'il n'était pas un magicien. Mais il doit avoir une baguette magique pour ramener le déficit budgétaire de 4,3% à 3,8% du produit intérieur brut après le financement de toutes les mesures sociales, et ce, sans toucher ni au taux ni à l'assiette fiscale de la Taxe à la valeur ajoutée, mais tout en ramenant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés à 15% dès l'année prochaine. Voilà qui va frustrer le Fonds monétaire international qui a recommandé de retarder la baisse des impôts.

Au contraire, en accélérant la réduction de l'imposition fiscale et en introduisant d'autres mesures favorables aux étrangers, le ministre des Finances améliore davantage le climat des affaires. L'Ile Maurice fait désormais partie du club select des pays ayant une fiscalité très légère. De plus, la bureaucratie se voit encore réduite, cette fois au niveau des collectivités locales, par l'application du principe de "silent agreement" au "Building and Land Use Permit".

La démocratisation de l'économie, un concept qui restait abstrait jusque-là, commencera à devenir réalité. D'abord, le budget fait la part belle à des mesures de soutien aux petites et moyennes entreprises, tant pour les start-up que pour les firmes existantes. Puis, des propriétaires des terrains de moins de 10 hectares pourront les transformer en projets IRS. Ensuite, le gouvernement consacre une dotation budgétaire de Rs 350 millions aux petits planteurs pour les aider à devenir actionnaires dans des projets énergétiques.

Tout cela vise à créer des emplois, qui constituent un accroissement général du pouvoir d'achat. On devine que la stratégie du gouvernement est de rehausser le niveau de vie par la création d'emplois, faute de pouvoir maîtriser la hausse des prix. Mais, tout comme le chômage, l'inflation est un problème social, et elle renchérit le coût de la vie.

Sur ce plan, on reprochera à Rama Sithanen d'ignorer l'impact de l'inflation sur la vie économique en général et sur les ménages en particulier. Il paraît étrange qu'il met tant d'accent sur le chômage, qui a déjà commencé à refluer à 9,1% en 2006, plutôt que sur l'inflation, qui est maintenant à double chiffre, soit 10,7% pour l'année 2006-2007. Comment expliquer cette inversion des priorités du moment ?

On l'aura compris : le chômage, c'est la responsabilité du ministère des Finances ; l'inflation, c'est celle de la Banque de Maurice (BoM). Or il est curieux que la roupie a recommencé à se déprécier – le cours vendeur indicatif du dollar est repassé au-dessus de Rs 32 – dans le sillage de la reprise du dialogue entre le gouvernement et les grands patrons de l'industrie sucrière. De l'importance

pour le nouveau gouverneur de la banque centrale de se couvrir contre de mauvaises perceptions du public.

Pour cela, la BoM doit laisser la roupie s'apprécier naturellement dans la mesure où la balance des paiements connaît un surplus de Rs 5 milliards pour la présente année financière 2006-2007, grâce aux entrées conséquentes des investissements directs étrangers. D'autre part, à la réunion du Monetary Policy Committee le 30 juin prochain, la BoM doit relever son taux directeur, le "Repo Rate", pour que les banques commerciales augmentent le taux d'intérêt à l'épargne, actuellement à 7%. Malgré tout, celui-ci restera largement inférieur au taux d'inflation.

Comme quoi rien n'est encore gagné sur le front social.

Eric Ng Ping Cheun
Directeur de *PluriConseil*

(15 juin 2007)